

histoire
politique
société

le débat

L'opinion, l'information et la raison

Alain Duhamel, Philippe Meyer, Georges Sebbag

Jean-Marie Poursin : La population mondiale en 2150

Le religieux : évolutions actuelles

Françoise Champion, Martine Cohen, Yves Lambert, Guy Michelat

Autour du malaise français

Lucien Karpik, Philippe Raynaud, Michel Wieviorka, Paul Yonnet

Brigitte Ouvry-Vial : Expectatives américaines

Une équipée dans la grande histoire

Robert Bonnaud, Pierre Vidal-Naquet

numéro **75** mai - août 1993

Gallimard

Extrait de la publication

L'OPINION, L'INFORMATION ET LA RAISON

- 4 Raisonner l'irrationnel ? Entretien avec *Alain Duhamel*.
11 Une presse en quête d'avenir. Entretien avec *Philippe Meyer*.
24 *Georges Sebbag* : De la purification éthique.
-

- 36 *Jean-Marie Poursin* : La population mondiale en 2150. Ou les limites de l'incertitude en démographie.
-

LE RELIGIEUX : ÉVOLUTIONS ACTUELLES

- 63 *Yves Lambert* : Les jeunes et le christianisme : le grand défi.
81 *Françoise Champion, Martine Cohen* : Re compositions, décompositions.
Le renouveau charismatique et la nébuleuse mystique-ésotérique depuis les années soixante-dix.
90 *Guy Michelat* : Parasciences, sciences et religion.
101 *Martine Cohen* : Les Juifs de France. Affirmations identitaires et évolution du modèle d'intégration.
-

AUTOUR DU MALAISE FRANÇAIS

- 117 *Lucien Karpik* : Au centre du voyage.
124 *Philippe Raynaud* : Heurs et malheurs du citoyen.
126 *Michel Wieviorka* : Penser le malaise.
132 *Paul Yonnet* : Sur la crise du lien national.
-

- 145 *Brigitte Ouvry-Vial* : Expectatives américaines.
-

UNE ÉQUIPÉE DANS LA GRANDE HISTOIRE

- 155 *Robert Bonnaud* : À la recherche des tournants historiques mondiaux.
165 À quelles conditions une histoire universelle est-elle possible ? Entretien avec *Robert Bonnaud*.
175 *Pierre Vidal-Naquet* : La passion et la distance. Rapport sur *Robert Bonnaud*.
189 *Robert Bonnaud* : La rigueur de l'approximation. Réponse à *Pierre Vidal-Naquet*.
-

L'opinion, l'information et la raison

On l'a souvent diagnostiqué, la France souffre d'un trouble dans sa représentation d'elle-même. L'alternance a eu lieu sans beaucoup modifier le commun scepticisme à l'égard des possibilités de l'action politique de faire face aux problèmes qui se posent au pays. Faut-il incriminer l'irrationalité de l'image que les citoyens se forment de la situation ? C'est la thèse que défend Alain Duhamel dans son dernier livre, *Les Peurs françaises*. Que peut, en la matière, l'appel à la raison ? La déraison ne comporte-t-elle pas un noyau de vérité ? Nous examinons avec lui les chances et les limites d'une thérapeutique au doute national.

On peut prendre le problème à l'envers et s'interroger sur la qualité de la représentation renvoyée au pays par les moyens d'information. La France ne souffre-t-elle pas d'abord de la défaillance ou de l'infidélité des instruments de la communication publique ? La question ne date pas d'hier. Elle est endémique. C'est une des traditions de ce pays que d'avoir vécu dans la frustration à l'égard de sa presse. Nous revenons avec Philippe Meyer sur les racines historiques de cette situation et sur ses formes actuelles liées à la métamorphose du système des médias.

Parmi les défauts bien connus de l'information à la française, il y a la mauvaise habitude d'offrir un prêt à penser aux lecteurs plutôt que de leur livrer les éléments qui leur permettraient de se former un jugement. Il a pris au cours de ces dernières années une intensité démesurée avec le moralisme et l'humanitarisme médiatiques. Georges Sebbag en propose une anatomie-charge qui ne rassure pas quant à la capacité de nos sociétés d'affronter le monde redoutable qui nous attend. Derrière ce qu'il appelle, avec une ironie noire, la « purification éthique », il détecte la dénégation angoissée des effets du nombre des hommes sur l'idée même de l'homme. Comme si les données du nouvel âge démographique de la planète, dont Jean-Marie Poursin analyse par ailleurs les termes prévisibles, pesaient déjà de façon déterminante sur la scène idéologique.

Raisonner l'irrationnel ?

Entretien avec Alain Duhamel

Le Débat. – Votre livre pose un problème passionnant. Les analyses que vous proposez des « peurs françaises » emportent l'accord rationnel et, en même temps, on se dit en permanence que votre plaidoyer raisonnable n'est pas fait pour convaincre. Vous mettez bien en lumière l'irrationalité de nombre de ces craintes qui nourrissent le malaise français, mais sans prendre la mesure des raisons profondes de cette irrationalité. De sorte que votre livre apparaît comme une illustration du divorce ou du dialogue de sourds entre l'opinion commune et le discours des élites, qu'elles soient gouvernantes, gestionnaires ou médiatiques. Ne proposez-vous pas plus plutôt, finalement, un symptôme en acte du malaise français qu'une tentative d'élucidation ?

Alain Duhamel. – Entendons-nous bien : je ne nie aucunement l'existence d'un malaise français. Ce que j'ai essayé de faire, c'est de démêler ce qui dans ce malaise relevait de problèmes objectifs et mesurables et ce qui relevait d'amplifications psychologiques. J'ai donc essayé de mesurer les problèmes et de saisir les motifs de ces amplifications psychologiques. Je ne nie pas davantage l'existence d'un divorce entre l'« opinion commune », comme vous dites, et les « catégories dirigeantes », si l'on veut.

Ce qui m'a alerté, c'est le décalage entre le regard des Français sur la France et le regard de l'étranger sur la France. Pour les observateurs extérieurs, j'ai pu le constater en reprenant ou en lisant de nombreux articles, on est souvent étonné par les modernisations et les performances réalisées ici. Les Français se montrent en revanche traumatisés par les échecs, les insuffisances et l'absence de perspectives. Ensuite de quoi, domaine par domaine, j'ai essayé d'établir la proportion entre des problèmes objectifs, appelant des réponses fondées, et les mécanismes d'amplification. Ceux-ci sont différents d'un domaine à l'autre et la proportion varie d'un domaine à l'autre, de la sous-estimation, même, dans un cas, à des amplifications démesurées jusqu'à l'artifice dans d'autres...

Le Débat. – Mais n'est-ce pas justement le sens profond de cette distorsion qu'il s'agit de prendre au sérieux, sans se contenter de la dénoncer ? Prenons le cas de l'Europe. La grande majorité des dirigeants politiques et la quasi-totalité des moyens d'information ont pris fait et cause pour la construction européenne sans emporter la conviction de plus d'un citoyen sur deux. Leur argumentaire, pour fondé qu'il pouvait être, passait à côté des peurs et des réticences exprimées par une moitié du corps électoral.

A. D. – Une remarque préliminaire. Non seulement il n'y a pas eu unanimité médiatique en faveur de l'Europe, mais pour une fraction des journalistes, la réserve ou le scepticisme à l'égard du dossier européen ont été le moyen de se montrer sous le jour avantageux de l'originalité et du courage et d'apparaître en phase avec l'opinion.

Sur le fond des choses, maintenant. Au bout de vingt années d'une crise qui change de forme, qui change d'intensité, qui change quelquefois de priorité, toute une série de certitudes sont inévi-

Alain Duhamel vient de publier *Les Peurs françaises*, Flammarion, 1993.

Cet entretien est paru en mai-août 1993, dans le n° 75 du *Débat* (pp. 4 à 10).

tablement remises en cause. Une crise de vingt ans, c'est sans exemple dans l'histoire contemporaine – elles durent en général quatre ou cinq ans, au bout de six ou sept ans, elles font figure de dérèglement énorme, mais vingt ans ! L'idée que le progrès est dans la nature des choses, l'idée que la croissance est la règle naturelle de l'économie, l'idée que le pouvoir d'achat doit s'améliorer d'une année sur l'autre parce que c'est la justice et donc l'histoire, l'idée que la génération suivante vivra mieux et que ses enfants échapperont aux difficultés que l'on a connues ; autant de certitudes qui s'étaient progressivement enracinées au moins depuis 1945 et qui sont profondément ébranlées.

Le Débat. – Plus que de la réaction devant chacun de ces problèmes pris un à un, la peur ne naît-elle pas du sentiment, point infondé, qu'il n'y a personne pour les dominer et les maîtriser ?

A. D. – Je suis d'accord avec le diagnostic. Ce sentiment d'une société illisible, où les difficultés ne sont pas déchiffrables et ne sont pas forcément solubles, imprègne en effet beaucoup de gens. Encore faut-il s'assurer que ce sentiment correspond à une réalité. À l'ébranlement des certitudes, avec les conséquences psychologiques massives qu'il entraîne, s'ajoute l'exceptionnelle concentration, en particulier au cours des cinq dernières années, des facteurs de métamorphose, de déracinement et d'incompréhension. La crise économique est la racine de tout le reste. Mais là-dessus sont venus se greffer la remise en cause de l'ordre européen par l'effondrement du système soviétique, l'insécurité, les désordres consécutifs à la crise, l'inadaptation de l'Éducation nationale. Progressivement, depuis vingt ans et avec une forte accentuation depuis cinq ans, s'est peu à peu forgée l'idée qu'il y avait décidément trop de changements, trop d'incertitudes et trop de non-réponses. À partir de là, un fossé énorme s'est creusé entre, d'une part, les catégories dirigeantes françaises, ceux qui exercent des pouvoirs ou des influences et qui continuent d'être mus par la rationalité et des connaissances, et, d'autre part, une fraction croissante de la population, la plus défavorisée ou la plus exposée. Population qui, sous le coup de ces incertitudes ou de ces non-réponses, en vient à douter de la société elle-même et de la capacité de ceux qui la dirigent à leur apporter des solutions. Encore une fois, je ne nie pas l'existence de ce fossé, je ne le prends pas à la légère. J'en fais au contraire une cause de grande instabilité, y compris et surtout pour les années à venir.

Maintenant, le malaise vrai tiendrait-il, comme vous le suggérez, à la non-réponse objective à un certain nombre de questions ? Si nous poursuivons avec l'exemple de l'Europe, je pense le contraire. Que des professions, des régions aient manifesté de l'inquiétude devant les conséquences de la construction européenne, telle qu'elle était envisagée, je trouve cela tout à fait compréhensible, tout à fait normal et quelquefois tout à fait fondé. Que se manifeste la crainte d'un pouvoir lointain, éloignant encore la prise de décision des citoyens, c'est également très naturel et très compréhensible. La vraie question est de savoir si la progression de l'Europe, telle que le traité de Maastricht la prévoyait, représentait une réponse ou une non-réponse ? Était-ce une chance ou bien un risque ? Était-ce la destruction de données familières, peut-être illusoire, mais rassurantes, ou était-ce la proposition d'un rôle à jouer, d'une perspective ? Mon point de vue est que c'est une chance formidable et une très bonne réponse, négativement et positivement. S'il ne devait pas y avoir l'Europe, ce serait une cause de grande peur. Positivement, pour commencer, l'Europe telle qu'elle se construit aujourd'hui est largement une idée française et une histoire française. Par ailleurs, la France a la chance d'avoir la taille idéale pour ne pas faire peur à ses voisins tout en ayant la taille suffisante pour exercer vraiment une influence. Le renforcement de l'Allemagne fait que la France est la fédératrice naturelle des autres nations européennes. L'idée européenne n'est pas un mauvais compromis entre technocrates. Elle est une chance historique pour la France, une possibilité d'influence à

la fois nouvelle et différente. Sur l'Europe, il y a donc bel et bien une réponse – une réponse imparfaite, lente, contradictoire, mais une réponse.

Le Débat. – Une réponse partielle, car les possibilités d'influence du personnel dirigeant français sont une chose, ce qu'il en adviendra du pays dans le nouvel ensemble en est une autre, et l'incertitude sur l'avenir de l'Europe comme puissance, encore une autre. Même en vous accordant tout ce que vous dites, la plus grande part de l'angoisse collective subsiste, et c'est bien là la question. Prenons l'exemple du tiers monde et, en particulier, de l'Afrique. La peur informulée, informulable, ne naît-elle pas tout simplement du décalage entre les bonnes paroles et l'impuissance devant les dimensions tragiques du problème ?

A. D. – Je ne pense pas que nous soyons devant une non-réponse. Je crois qu'il y a une réponse, difficile, postulant toute une série de conditions qui ne sont pas aujourd'hui réunies, mais une réponse qui existe. Nous sommes devant un continent naufragé. Il n'est pas naufragé par hasard. Il l'est à cause de nous, à cause des dérèglements nés de la crise dont il a subi proportionnellement beaucoup plus les conséquences que tout autre continent...

Le Débat. – Vous croyez aisément maîtrisables les conséquences de l'explosion démographique africaine ?

A. D. – Je ne dis ni que les solutions sont aisées ni que les conditions pour y aboutir sont réunies. On sait bien, parce qu'on le voit, y compris aujourd'hui dans une partie du Maghreb, que dès qu'il y a décollage économique et culturel il y a réduction et, au bout du compte, contrôle de la fécondité, alors que la détresse matérielle accroît les déséquilibres démographiques. Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de décalages angoissants, si le processus prend cinquante ans et que, entre-temps, il y a un milliard d'individus en plus. L'idée selon laquelle nous n'aurions pas de réponse appropriée est une idée fautive. Il n'y a pas de fatalité d'une explosion démographique dans un continent s'enfonçant économiquement au même moment. La question du développement et la question démographique sont absolument liées. Les pays industrialisés riches ont la possibilité de réunir les moyens de sortir l'Afrique de son état actuel. Cela implique de grandes transformations dont les conditions politiques ne sont pas réunies, comme la stabilisation du cours des matières premières, la recherche de l'autosuffisance agricole, l'accroissement de l'aide à la formation et des contributions financières accrues mais contrôlées, etc. Nous n'allons pas inévitablement vers une situation apocalyptique. L'équivalent de ce que les Américains ont fait pour l'Europe après la guerre avec le plan Marshall n'est pas transposable mécaniquement, mais fournit un modèle. Les six, sept, huit ou neuf principaux pays ne sont pas prêts à consentir les mêmes efforts aux mêmes moments et à agir de manière concertée, mais les moyens existent – il n'est que de songer aux sommes consacrées par les Américains à la guerre des étoiles dont on s'aperçoit que c'était une impasse.

Le Débat. – Regardez le problème de l'éducation. Au-delà des irritations et des insatisfactions qu'il évoque, les inquiétudes qu'il suscite ne tiennent-elles pas au sentiment qu'on bute sur des insolubles ?

A. D. – Elles tiennent à plusieurs facteurs à la fois. La peur des réformes se mêle à la peur de la nécessité des réformes, à la peur devant l'absence de lisibilité des réformes antérieures et, en même temps, à la peur devant l'absence de perspectives. La situation du système scolaire est extrêmement représentative de la quantité de métamorphoses qui ont littéralement bombardé la société française depuis vingt ans. On est passé d'un système d'enseignement limité à une partie de la population et adapté à cette situation à un système en gestation, qu'on essaie de monter de bric et de broc et qui

n'a pas encore trouvé sa régulation. Ce nouveau système est-il possible ou non ? C'est là que se cristallise l'inquiétude.

Le Débat. – Mais bien plus encore autour du fait qu'il n'y a personne pour prendre le problème à sa véritable hauteur et le traiter. Ce qui rend la peur que vous analysez moins « irrationnelle » dans ses tenants et ses aboutissants que vous ne dites.

A. D. – Sommes-nous, car c'est au fond la question que vous posez, devant une société dont l'évolution n'est plus sous contrôle et à laquelle ceux qui la gouvernent – pas seulement le gouvernement, mais les dirigeants dans tous les lieux de pouvoir – sont incapables, devant la multiplication et la diversité des problèmes, d'apporter des réponses cohérentes globales ? Je pense évidemment que non. Je reconnais que les conditions qui permettraient d'apporter ces réponses ne sont pas réunies, mais je crois qu'on peut et qu'on doit combattre l'idée selon laquelle il n'y aurait pas de réponse globale à donner.

Prenons un peu de recul. Au milieu de la période de dislocation économique mondiale que nous traversons, depuis vingt ans, nous observons en même temps un effort de cohésion sans précédent en Europe. L'idée de l'union volontaire, démocratique et pacifique entre des nations est une idée entièrement nouvelle : le contraire d'un empire, le contraire d'une alliance. Que pareille union ait pu progresser en vingt ans en dépit de la dislocation générale, économique, sociale, culturelle, c'est bien la preuve que l'action est possible. Rien n'est inéluctable. Au milieu de la pire crise se dégagent des éléments de succès. Qui aurait pu prévoir il y a vingt ans que la France, dans les conditions les plus difficiles, en dépit de la tentation de repli sur soi, de la tentation des irrationalités, de la tentation du renoncement, paraîtrait parvenue à maîtriser son inflation, à montrer une ambition européenne, à moderniser son économie ? Quand les conditions politiques de volonté et d'innovation existent, les réponses arrivent. Il ne faut surtout pas céder à l'idée qu'il n'y aurait plus de possibilité de faire face de façon cohérente et déchiffrable à l'ampleur des mouvements de dislocation qui sont à l'œuvre. Cela suppose, bien sûr, le volontarisme, la vision, la mobilisation, les moyens politiques et sociaux, en un mot beaucoup d'innovation.

Le Débat. – Mais où sont les porteurs de cette innovation ? Comment ne pas vous donner raison dans le principe, mais comment ne pas relever une carence dans les faits qui n'est pas de hasard ? Ne sous-estimez-vous pas, du point de vue historique cette fois, l'ampleur de l'arrachement de la France à sa tradition qui s'est joué dans la période de crise ? Vous notez bien, dans votre chapitre final, le passage de l'« état de puissance » à la « recherche d'influence », de l'« exceptionnalité » à la « recherche d'exemplarité ». Les formules sont-elles suffisantes pour désigner la mutation douloureuse d'un pays dont toutes les assises ont été ébranlées à la fois, à partir des années 1970, avec un synchronisme assez remarquable qui fait que la sortie de l'« exception » s'est accomplie sur un mode lui-même un peu exceptionnel ? Quand se télescopent, sur quelques années, la fin du monde paysan, les conséquences de Vatican II, l'épuisement du mythe gaulliste-communiste, la clôture du cycle révolutionnaire, le choc de la contrainte extérieure sur un pays particulièrement autocentré, l'impact est énorme, et la tâche de redéfinition immense. Or les redéfisseurs ne se bousculent pas à l'horizon.

A. D. – Il est vrai que nous sommes dans la phase la pire. La France est sortie de son univers, de ses traditions, de ses références, de ses valeurs, de ses habitudes, de ses croyances. Le problème, terriblement difficile, est aujourd'hui de réinventer, dans des circonstances internationales redoutables, d'autres valeurs, d'autres modèles, d'autres croyances, d'autres ambitions et d'autres moyens

de les atteindre. Je ne crois pas sous-estimer ni la tragédie de la métamorphose ni l'ampleur himalayenne de la tâche à accomplir. Il est encore vrai qu'il y a eu, depuis une demi-douzaine d'années, sinon une asthénie intellectuelle des dirigeants français en général, du moins une incapacité collective certaine à exprimer les vraies proportions des difficultés et l'ambition des solutions à y apporter. Cette demi-douzaine d'années perdues, sur le plan moral et politique, constitue un handicap supplémentaire. Mais constater qu'il n'y a pas eu de réponses données ne saurait conduire à la conclusion qu'il n'y a pas de réponses possibles. Elles ne sont ni introuvables ni inexprimables. Ce sera l'enjeu énorme des deux années qui viennent, dans la phase de préparation à l'élection présidentielle, que d'esquisser ces réponses. Les candidats auront-ils la hauteur de vues et l'imagination qu'il y faut ? Auront-ils une vision et une démarche ? C'est toute la question.

Le Débat. – Mais le système politique n'exclut-il pas, par son mode de fonctionnement même, que de tels enjeux soient abordés ? C'est là que la boucle des angoisses se boucle.

A. D. – Nous sommes dans les douleurs de l'enfantement d'une société politique différente. L'enfant ne se présente pas très bien, les techniques obstétricales se sont beaucoup perfectionnées, mais encore faut-il que le chirurgien soit habile. Le moment n'a rien d'agréable. Mais n'exagérons pas le drame. Tout se passe-t-il si mal dans la société politique ? Non, si l'on songe à la montée des extrémismes dans les années trente. Pour le moment, les extrémismes sont réduits à la portion congrue : ce n'est pas tout à fait négligeable. D'autre part, on craignait le désenchantement des citoyens et leur éloignement de la politique. Or, à deux reprises, sur des scrutins importants, on a pu vérifier avec leur participation et la nature de leur vote une non-désespérance de la politique. Cette fois-ci, aux élections législatives, la participation a été médiocre mais les conditions de l'alternance dignes d'une démocratie civilisée. Par ailleurs, on voit bien ce qui est en train d'apparaître comme demande politique : une demande de moralité, une demande de contrôle, une demande d'initiative des citoyens, une demande de décentralisation des responsabilités. N'observe-t-on aucun progrès ? Si : la loi Rocard du 15 janvier 1990 sur le financement de la vie politique est un progrès dont on mesure les résultats pendant cette campagne-ci, plus sobre, moins financièrement malhonnête que les précédentes. La réforme des institutions donnera ce qu'elle donnera et au moment où elle le donnera – peut-être dans deux ans. N'empêche qu'un certain nombre de questions sont désormais ouvertes : l'indépendance de la magistrature, le droit des citoyens de saisir le Conseil constitutionnel, la réforme de la Haute Cour de justice, l'approfondissement de la décentralisation, qu'il ne sera plus possible de négliger. Sur tous ces points, nous assistons à l'amorce de demandes nouvelles, à l'émergence de thèmes et de valeurs qui n'existaient pas il y a dix ans et qui obligeront à aborder différemment la question du pouvoir, la question de la morale, la question du travail. La situation est aussi inconfortable et déséquilibrée que possible, puisqu'elle impose une métamorphose de plus dans une période déjà marquée par la difficulté collective à dominer les métamorphoses en cours. Pour autant, nous n'assistons pas à une décomposition générale qui nous priverait à tout jamais de réponses politiques proportionnelles aux défis qui se présentent. Peut-être ne se trouvera-t-il personne pour se montrer à la hauteur de la situation. Mais peut-être aussi, comme à d'autres moments de l'histoire de ce pays, que parmi la demi-douzaine d'hommes de premier plan que nous connaissons à droite et à gauche, émergera celui qui aura le mieux saisi la situation et su en tirer des conclusions. Encore une fois, au cours de ces dix dernières années, en dépit d'alternances difficiles, dans des situations qui ne correspondaient pas à nos habitudes et à nos valeurs, alors que la société se défaisait, alors que son environnement se compliquait, la France a marqué des points. Aujourd'hui, sur

le terrain politique, nous sommes dans une période où les demandes se multiplient. En général, quand il existe des demandes sociales intenses dans des périodes complexes, les réponses arrivent. C'est aux présidentiables de s'en préoccuper, c'est aux intellectuels de les stimuler, c'est à l'opinion de les y engager. Le danger de la situation actuelle, c'est qu'on ait des votes et des choix par défaut. L'espérance qu'on peut nourrir, c'est qu'il se dégage des acteurs pour se singulariser en proposant une vision cohérente et convaincante – je ne dis pas encyclopédique et magique – face à ces métamorphoses et à ces risques. Il ne suffira pas de suggérer des formes de gestion améliorées face à la situation actuelle. Il faudra inventer. C'est imaginable et c'est nécessaire. En prime, c'est intellectuellement excitant.

Le Débat. – Fort bien. Mais cette conclusion, que l'on ne peut que partager, ne débouche-t-elle pas sur un vœu pieu ? Cette volonté de réaliste n'est-elle pas elle-même irréaliste ? L'ensemble de notre démarche intellectuelle ne repose-t-il pas sur un cercle vicieux, et même sur deux ? Si l'on veut bien admettre, comme vous le faites, que l'irrationnel s'engouffre dans la distance qui s'est créée entre l'opinion générale et sa représentation, politique ou médiatique, comment pourrait-on précisément imaginer que cet appel à la rationalité soit entendu, s'il vient d'un des plus brillants représentants de cette élite médiatique ? C'est la première contradiction. Et la deuxième : par quel miracle imaginez-vous que soient réunies les conditions de solution d'un ensemble de dossiers dont vous admettez que les conditions de solution de chacun, si elles sont théoriquement possibles, ne sont elles-mêmes pas faciles à réunir ?

A. D. – Je réponds d'abord à votre deuxième contradiction, puisque c'est la plus simple : la question n'est pas de bénéficier d'un miracle. En politique, il n'y a ni Bernadette de Lourdes ni Thérèse de Lisieux. Tout ne peut pas se régler subitement et aisément. En revanche, la volonté politique cristallise les atouts, parfois à un moment difficile : pensez à Pierre Mendès France en 1954 ou au général de Gaulle en 1958. La capacité à ranimer la confiance, sur le plan intérieur, ou bien à incarner un type d'entente positive, c'est-à-dire équilibrée et autonome, avec nos principaux partenaires (Bonn et Washington) ne constitue pas un objectif hors d'atteinte. Quant à l'aptitude à élaborer un « projet », pourquoi décréter qu'aucun dirigeant d'envergure n'en serait capable ? La crise impose des réponses neuves mais facilite et, même, en exige des réponses plus originales, plus denses et plus hardies.

Quant au fossé qui sépare ce que vous appelez l'« élite médiatique » (n'y avait-il pas contradiction dans les termes ?) et l'opinion générale, il faut s'entendre : après vingt ans de crise d'échec social, d'inversion des valeurs, de découplage entre une fraction de société modernisée et des fragments brisés et marginalisés, qu'il y ait mécontentement, incommunicabilité, parfois autisme, certes. De plus, les dirigeants politiques constituent toujours les boucs émissaires naturels des malheurs sociaux.

L'appel à la rationalité, à la clarification, au réalisme, tout simplement, est-il pour autant utopique ? Il n'y a ni rejet des principaux présidentiables ni contestation des règles du jeu institutionnel, ni refus de la cohabitation, mais plutôt scepticisme, morosité ou découragement. Cela signifie qu'il faut défricher en pensant pour les uns un mode d'expression plus concret et plus proche de leurs hantises – emplois, sécurité – et imaginer pour les autres des perspectives et une architecture prospective. Si la société politique se dédouble, le langage politique doit peut-être, là aussi, se dédoubler sans se contredire. C'est un exercice délicat et inhabituel. Est-il inaccessible ? Je ne crois pas, mais je reconnais volontiers qu'exiger des dirigeants politiques à la fois compétence, réalisme, vision et capacité particulière de communication, c'est beaucoup. Dans les grandes crises, les

Alain Duhamel
Raisonner l'irrationnel ?

Roosevelt, les Churchill, les de Gaulle, les Mendès France ont cependant su y parvenir. La France d'aujourd'hui n'a pas de héros charismatique en réserve, mais elle possède trois ou quatre hommes de qualité qui ont l'étoffe d'hommes d'État. C'est un début, en deux ans, d'ici à 1995, l'un d'entre eux pourra peut-être accoucher d'un projet et d'un langage.

Une presse en quête d'avenir

Entretien avec Philippe Meyer

Le Débat. – À regarder ce qui se passe aujourd'hui du côté de la presse et des médias, comme d'ailleurs du côté des contestations dont ils font l'objet, on a le sentiment d'assister à un retour du passé. Comme si, après l'effort de moralisation et de rénovation de l'après-guerre, le journalisme français était retourné à ses pesanteurs anciennes. Une sorte de revanche de la longue durée. Mais comment définir et situer au juste les traditions de la presse de ce pays, ces traditions qui paraissent peser si fort ?

Philippe Meyer. – Je crains que la plus ancienne – et peut-être la mieux ancrée – des traditions de la presse française soit la tradition de la complaisance à l'égard des pouvoirs, voire de la servilité et de la corruption. Le fait que, dans notre histoire récente, nous ayons connu une parenthèse glorieuse – disons entre 1945 et 1970 – ne doit pas conduire à oublier que cette parenthèse n'est qu'un moment exceptionnel dans l'histoire de la presse en France. L'ancêtre de nos journaux, la fameuse *Gazette* de Théophraste Renaudot, était concocté dans l'antichambre de Richelieu. Elle était pour partie un journal officieux et pour partie une feuille de chantage. Cette presse de chantage, celle où ce que l'on ne publie pas est plus important que ce que l'on publie, s'épanouira à la fin du XIX^e siècle et connaîtra des jours fastes dans les années trente.

Cela dit, la presse complaisante, servile ou « légitimiste » n'a jamais cessé, par sursauts, de prendre des distances à l'égard du pouvoir pour une raison simple, sinon morale : dès que sa docilité et son caractère officieux devenaient trop apparents, elle perdait des lecteurs. D'où des mouvements d'éloignement des pouvoirs, de manière sporadique. Mouvements qui entraînaient des représailles. N'oublions pas que Girardin a introduit la publicité dans la presse pour compenser les effets d'une taxe inventée pour la faire tenir tranquille.

Comme Antoine Lefébure l'a montré dans son récent livre, le génie de Charles Havas a été de se mettre en position de courtier entre les pouvoirs et les journaux, garantissant aux uns qu'aucune information vraiment gênante ne serait publiée et fournissant aux autres, à travers son agence d'informations, une « couverture », dans les deux sens du mot : une apparence d'indépendance et un vaste réseau d'informations. En matière de finances, la manipulation a atteint des sommets et l'exemple de l'emprunt russe est l'un des plus forts de ceux que raconte Lefébure¹.

Le Débat. – N'y a-t-il pas une autre tradition spécifiquement française qui est celle de la presse d'opposition ? N'est-ce pas comme presse libérale contre le régime de la Restauration que la presse prend son essor au XIX^e siècle ?

Ph. M. – Bien sûr, et, des fameuses ordonnances de Charles X, c'est souvent celle sur la presse que l'on considère comme la plus lourde de conséquences. Il y a, en France, une autre grande

1. Antoine Lefébure, *Havas. Les arcanes du pouvoir*, Paris, Grasset, 1992.

Philippe Meyer vient de publier, après *Pointes sèches* (Le Seuil, 1992), le quatrième recueil de ses chroniques à France Inter, *Dans le huis clos des salles de bain*. Dans *Le Débat*, « Confiture d'observations à propos de la télévision française » (n° 60, mai-août 1990).

tradition, celle de la presse militante, de la presse de combat. Cette tradition est infiniment plus sympathique que la première que nous avons évoquée. Le problème est qu'elle n'est pas plus favorable à une presse d'*information*. Au mieux, elle aboutit à une presse d'information sélective et orientée.

À ces deux traditions, il faut en ajouter une troisième, celle du journalisme d'auteur, des articles d'écrivain. Cette coutume est aujourd'hui affaiblie, mais elle a été riche jusqu'aux années soixante. Peut-être se souvient-on encore de Blaise Cendrars donnant à *France-Soir* le récit d'un voyage en transsibérien. La force littéraire de ses articles emportait l'adhésion, mais personne n'était sûr que Cendrars avait vraiment effectué ce voyage. À Pierre Lazareff, que ce point tracassait particulièrement et qui lui demandait régulièrement : « Blaise, tu l'as pris, ce train ? », Cendrars, après être resté longtemps évasif, finit par répondre : « Qu'est-ce que cela peut te faire, puisque je te l'ai fait prendre ? » À cette tradition de réinventeurs du réel (ou de metteurs en scène) on peut rattacher Kessel, bien sûr, mais aussi Albert Londres, qui pratiquait simultanément le journalisme d'information, le journalisme militant et le journalisme d'écrivain.

Je crois qu'il faut regretter l'affaiblissement, la quasi-disparition de cette tradition. L'écrivain devrait continuer à avoir sa place dans nos journaux, à proposer sa vision, son récit. Ces temps-ci, nous préférons les professeurs. Ce n'est pas mal non plus, mais gare à la technocratisation de l'information. Ne laissons pas le domaine du sensible à la seule télévision qui, en France, dégrade tout en sensiblerie.

Au fond, c'est le journalisme d'information qui a la plus faible tradition en France, bien qu'il ait de remarquables praticiens. Le « terrain », l'exploration du monde et la narration de ce que l'on a vu, cela n'a de noblesse, dans le journalisme français, que si cela se rattache à des « affaires » judiciaires, politiques, financières, etc. La simple recherche d'une connaissance de la réalité est très dévalorisée. J'ai pu le remarquer, avec un grand étonnement, lorsque je suis devenu journaliste après une dizaine d'années de recherches en sociologie et en histoire sociale. Jean-François Revel m'avait embauché comme éditorialiste (sur concours ; je me flatte d'être le seul journaliste français à avoir été engagé sur concours). Comme j'avais gardé de mon récent passé de sociologue une grande faiblesse pour le « terrain », j'avais obtenu de Revel d'effectuer un long reportage sur le Forum des Halles qui venait d'ouvrir. En y effectuant mon enquête, j'y rencontre un confrère. Apprenant ce que j'étais en train de préparer, il a eu un cri du cœur qui en dit long : « Tu vas finir par faire les commissariats ! » La fonction suprême, dans ce pays, c'est celle d'éditorialiste. C'est aussi injustifié que si l'ultime promotion d'un comédien était la mise en scène ou celle d'un chanteur, la direction d'orchestre. Et, naguère, au moins les éditorialistes s'interpellaient-ils, se livraient-ils à des disputes, dans tous les sens du mot. Aujourd'hui, ils se comportent comme des aumôniers chargés de trancher du bien et du mal. Comptez les éditorialistes dont les papiers sont nourris de faits et non de préjugés ressassés. Vous n'aurez pas besoin de vos deux mains.

Je voudrais souligner deux autres points que je juge insuffisamment examinés dans les débats actuels : celui des relations particulières de la presse avec l'État et celui de la grande faiblesse du savoir-faire en matière de gestion et de stratégie industrielle.

Le poids de l'État dans la vie de la presse en France n'a pas seulement été celui de la censure ou du fameux « bureau de l'esprit public » avec lequel Charles Havas mettait au point ce qui était publiable et ce qui ne l'était pas. Prenons ce qui s'est passé depuis la Libération. Chacun sait que des titres ont été interdits ou expropriés en raison de leur comportement pendant la guerre. Mais on se souvient moins facilement – Jean-Marie Charon s'est chargé de le rappeler – que 80 % des

machines et des bâtiments ont été expropriés. Jusqu'en 1954, jusqu'à la loi sur la dévolution des biens de presse, c'est un établissement public, la S.N.E.P., qui a géré tout ça. L'État a été le plus important patron de presse pendant près de dix ans. Il a décidé de l'attribution des moyens matériels, il a réparti le papier. Il a choisi les propriétaires de journaux et, *last but not least*, il a négocié, seul, avec le Syndicat du livre. En 1946-1947, lorsqu'il y a eu la plus longue grève de l'histoire de notre presse – trente et un jours sans quotidiens –, le seul interlocuteur du syndicat c'était la S.N.E.P., c'est-à-dire l'État. Les patrons regardaient passer les trains. Nous payons encore cela aujourd'hui, notamment en matière de prix de revient des journaux et de rigidité des rapports sociaux.

Cette présence de l'État a laissé également des traces dans les comportements. C'est vers lui que se retourne la presse quotidienne nationale et régionale lorsqu'elle rencontre des difficultés économiques. Nos « industriels de presse » ont un aspect assisté social. Prenez l'exemple d'Hersant : d'un côté, il s'est conduit en flibustier, violant les lois anti-concentration et imposant ses règles, de l'autre il a toujours tiré le maximum d'aides de l'État. L'aide à la presse, aujourd'hui, c'est quand même cinq milliards et demi de francs. C'est une somme qui, à un demi-milliard près, représente l'équivalent des investissements publicitaires dans le secteur de la télévision. Pour l'ensemble de la presse, cette aide constitue 13 % de ses ressources, 20 % pour certains titres. Il y a, dans ce pays, un cordon nourricier entre l'État et les journaux.

Cela n'a guère contribué, en matière de gestion, au développement de l'esprit d'initiative et pas davantage à la rigueur. (Je pense même que cela a affaibli le souci de satisfaire les lecteurs.) Résultat, notre presse quotidienne nationale « de qualité » se vend 40 % plus cher que ses équivalents européens et elle se situe au 35^e rang mondial, c'est-à-dire derrière la Corée du Sud.

Le Débat. – Vous parlez de la presse, abstraction faite de l'irruption de l'audiovisuel, qui a beaucoup modifié le paysage tout en reprenant à son compte et en amplifiant certaines des tendances que vous décrivez.

Ph. M. – Il y a tant à dire sur la télévision et ses effets ! D'abord, rappelons une vérité que beaucoup voudraient ignorer. Il n'y a pas de rapport de cause à effet entre le développement de la télévision et l'affaiblissement de la presse quotidienne. La meilleure preuve en est que les pays où elle se porte le mieux sont aussi les pays où il y a le plus de chaînes de télévision et même ceux où la concurrence entre télévisions publiques et privées est la plus ancienne. Le Japon fournit l'illustration la plus frappante de cette situation et la Grande-Bretagne, l'illustration la plus proche.

En France, nous avons connu et nous connaissons une situation très particulière. D'abord l'État, contrôlant la télévision, pesait indirectement sur la presse écrite, principalement par le biais des ressources publicitaires. Jusqu'en 1968, la télévision n'y avait pas droit. Depuis, elle a pu y accéder, mais dans les secteurs (de plus en plus nombreux) définis par l'État. Longtemps, la délimitation de ces secteurs a été le fruit d'une négociation entre l'État et les patrons de presse. On peut y voir l'une des illustrations de cette dépendance dont je viens de parler, mais il ne faut pas se cacher que une fois qu'un tel système existait, sa brutale dérégulation ne pouvait avoir que des conséquences catastrophiques pour la presse écrite. Or, c'est ce qui s'est passé. En 1983, les socialistes ont ouvert à la publicité la dernière chaîne, FR3, qui en était exempte. Peu après, la création soudaine de la 5 et de TV 6 a mis cul par-dessus tête le marché publicitaire. Ces deux décisions ont ouvert la voie à la privatisation de TF1, mesure dont nous n'avons pas fini de supporter les conséquences catastrophiques sur le plan matériel comme sur le plan moral.

Je pense qu'il est normal et même nécessaire qu'un secteur public et un secteur privé coexistent en France comme ailleurs. Mais les hommes politiques de gauche puis de droite ont créé ce double secteur sans autre préoccupation que politique : « Donnons une télévision à nos amis puisque (croient-ils, en dépit de toutes les études) c'est la télévision qui fait les élections. » Les conséquences matérielles, culturelles, morales de la brutalité et de l'impréparation de ces décisions n'ont jamais été prises en considération. Ajoutons que l'on a créé trop de télévisions commerciales par rapport aux capacités du marché publicitaire et que TF1 a été vendue trop cher. Résultat : pour s'en sortir, chacune a (ou a eu, dans le cas de feu la Cinq) des comportements de voyou qui vont du non-respect des engagements librement souscrits à la falsification de l'information en passant par toutes les formes du racolage.

Ajoutez à cela qu'Arte a été créée pour des raisons politiques et non télévisuelles, pour compenser, à quelques mois des élections, l'effet désastreux de la politique audiovisuelle socialiste et de son bilan. Mal conçue, mal préparée, confiée à des coteries, entravée par un traité franco-allemand affreusement irréaliste, Arte doit affronter de très lourds handicaps. Pendant ce temps, Radio-France maintient de son mieux l'esprit du service public malgré des budgets étranglés et un parfait désintéret des gouvernements successifs. Enfin, après la Commission nationale de la communication et des libertés, le Conseil supérieur de l'audiovisuel, conduit par son président, a sapé la crédibilité d'une instance d'arbitrage dans ce domaine et s'est contenté d'accompagner les différentes étapes de sa dégradation.

Cette dégradation est particulièrement lourde de conséquences en France parce que la presse écrite y a raté le tournant de la télévision. Elle a abdiqué devant elle plutôt que de chercher à s'y adapter ou, au moins, à tenir compte des transformations qu'elle engendrait et cette abdication a été générale, dans les années soixante-soixante-cinq. Jean-Marie Charon, qui s'est intéressé à l'exemple de Pierre Lazareff, raconte que le patron de *France-Soir* a préféré aller à la télévision plutôt que de l'affronter. Il a même encouragé ses journalistes à laisser tomber l'écrit pour passer au petit écran. Pierre Dumayet, que j'ai interrogé à ce propos, confirme que, en effet, Lazareff ne croyait plus à l'écrit. La crise de la presse quotidienne française « de qualité » ou « populaire » c'est aussi – je dirai même c'est au premier chef – une crise d'*offre de contenu*. Avant que nous ne traversions une crise déontologique, nous étions et nous sommes encore dans une crise de compétence. Globalement, nos journaux font moins bien que leurs homologues européens leur métier de producteurs d'information.

Si l'on en vient à la crise morale, il faut donc souligner que la télévision a presque monopolisé, en raison de la crise de compétence dont je viens de parler, le rôle de la presse populaire depuis 1965 et, depuis l'arrivée des télévisions commerciales, de la presse dite « de caniveau ».

Le Débat. – Dans quelle mesure cette presse populaire française n'a-t-elle pas été empêchée par les mœurs et les lois qui protègent la vie privée des élites et des gens en vue de se nourrir de ce qui fait la nature quotidienne de cette « presse de caniveau » anglaise ?

Ph. M. – Je crois surtout qu'il n'y a jamais eu en France la « clientèle » si importante qui existe en Grande-Bretagne pour les scandales privés. Il y a eu, en revanche, et elle subsiste, une clientèle formidable pour le fait divers. Le crime, plutôt que la fesse. En 1871, grâce à l'affaire de Troppmann, *Le Petit Journal* passe de 30 000 à 300 000 lecteurs et, en exploitant ce filon du fait divers, il les garde. Ce fonds de commerce du fait divers a eu ses manifestations peu reluisantes mais aussi ses traductions de qualité, notamment dans le développement des rubriques dites « de société ». Dans ces deux variétés, la presse écrite a perdu la main.

Quand je tiens ces propos, notamment devant mes étudiants, certains sont choqués. Je tâche de leur faire valoir que l'hypocrisie n'est pas un bon moyen de comprendre ou d'agir. Tout le monde s'intéresse à l'affaire Gregory ou à la famille de Monaco. On peut traiter ces sujets façon crapule ou façon penseur (ou même façon informateur), mais constatons que tous les journaux les traitent. Et constatons également que ceux qui en lisent le traitement qu'en font *Libération* ou *Le Nouvel Obs* aiment également lire les papiers que leur consacrent *Paris-Match* ou *Point de vue-Images du monde*. Simplement, ils s'en excusent en général en prenant le soin de déclarer qu'ils ont lu ces journaux chez leur coiffeur !

Ensuite, je voudrais faire valoir une hypothèse optimiste. Je crois que sur cent lecteurs d'un journal « de caniveau » il existe un pourcentage, peut-être faible mais réel, de gens qui voudront un jour acheter un journal moins salissant, moins couillon, plus nourrissant. La lecture de Guy des Cars n'a, de mon point de vue, jamais pris un lecteur à Proust. Je pense qu'elle a créé une familiarité avec cet objet intimidant qu'est le livre et donné un jour envie à quelques-uns de toucher et de lire un ouvrage moins primaire que *L'Officier sans nom*. Ce n'est qu'une intime conviction, mais je l'éprouve très fortement. Moins il y a de lecteurs de journaux de toute sorte, moins il y a de lecteurs de journaux en général. Presse populaire et presse de qualité prospèrent ou dépérissent ensemble.

Or, pour ce qui est de la France, nous nous acheminons vers une situation qui est l'une des pires du monde industrialisé, financièrement, professionnellement et sur le plan des perspectives. La publicité continue de désertir la presse écrite au profit de la télévision. Le pire est qu'elle le fait pour des motifs irréels. En 1992, 5 % de gens en moins ont regardé la télévision et ceux qui ont continué à la regarder l'ont fait dix minutes de moins par jour (ce qui est d'ailleurs l'inverse du mouvement qu'on enregistre partout). Dans le même temps, la part du budget de la publicité qui va à la télévision a augmenté de 9,24 % ! Des publicitaires et, surtout, des annonceurs avisés pourraient, devraient s'interroger sur ce décalage. Mais la télévision fascine tellement les esprits que le doute ne s'insinue même pas.

Le Débat. – Ce que vous dites s'applique à la presse politique nationale. Est-ce vrai de la presse dite spécialisée – c'est-à-dire, tout de même, le gros de la presse aujourd'hui ?

Ph. M. – C'est le gros du chiffre d'affaires et le triomphe de la presse française. Si nous sommes au 35^e rang mondial pour la presse quotidienne, nationale ou régionale, nous sommes au premier ou au deuxième rang mondial, selon les années, en concurrence avec la Finlande, pour la presse dite périodique.

Cette notion de presse périodique recouvre des pratiques très différentes. On y range les hebdomadaires d'information générale qui vont mal. Trois sur quatre sont obligés, pour avoir des abonnés, de se livrer à des pratiques qui sont à la fois moralement condamnables et économiquement contre-productives. Le système du cadeau avec l'abonnement suppose que l'abonné reste abonné pendant trois ans pour que le cadeau et le *mailing* soient amortis. Or, il ne reste pas trois ans : ces « abonnés aux hormones », comme disait Jean-François Revel, sont en réalité des gens qui coûtent. Ils ne sont là que pour maintenir un contingent fictif de lecteurs pour le marché publicitaire. Le marasme de cette presse hebdomadaire est nouveau, et il est préoccupant.

La presse spécialisée, par ailleurs, est l'une des presses qui maintient au plus haut la bonne vieille tradition de la complaisance et de l'osmose avec le milieu dont elle rend compte, qu'il s'agisse de la presse financière, de la presse automobile ou de la presse cinématographique. Ce n'est pas de la presse d'information, c'est ce qu'on appelle une presse-miroir : on vous montre ce que vous

Philippe Meyer
 Une presse en quête
 d'avenir

voulez voir, sans faire de peine à personne. Cette presse-là va très bien. Et pourquoi irait-elle mal ? Elle présente pour pas cher, en raison des ressources publicitaires que lui vaut sa complaisance, exactement l'image que l'on attend d'elle. Cette presse-là a les poches pleines et l'arrogance qui va avec. Elle fabrique elle-même des journalistes maison, qui font du courtage en notoriété. On a affaire à un personnel sans bases professionnelles auquel il n'est demandé, suivant une excellente formule, que de tourner « un sujet, un verbe, un compliment ».

Ajoutons qu'une enquête fort courageusement commandée par la Commission de la carte de journaliste, contre le souhait des patrons de presse, a montré qu'en dix ans le nombre des journalistes a presque doublé. Il est passé de 16 000 à 28 000. Aucune profession ne peut absorber aussi vite sans dérèglement une pareille augmentation, surtout lorsque les canaux de formation sont aussi réduits : les écoles de journalisme – qui ne sont pas la panacée – ont des promotions de quarante ou cinquante élèves par an.

Je crois qu'il faut tenir pour un phénomène très important le développement d'une presse qui n'a aucun souci d'information et qui a avec le secteur dont elle rend compte le même rapport que le *Journal officiel* avait avec le gouvernement, à l'époque où il comportait un feuilleton. C'est un secteur où la concurrence est faible, et si concurrence il y a, elle est dans la servilité – un trait particulièrement flagrant dans la presse cinématographique, qui atteint des sommets dans l'art de la servitude volontaire et de la complaisance entretenue. J'ajoute que cette presse-miroir a réussi à bénéficier de tous les avantages arrachés par la presse quotidienne : elle a l'aide à la presse, la T.V.A. à 2 %, les tarifs postaux préférentiels et la défiscalisation des bénéfices réinvestis. C'est un des motifs non négligeables de sa prospérité. Du coup, l'écart se creuse de manière fulgurante entre les deux secteurs.

Le Débat. – Pourquoi la droite en France, dont on sait la puissance sociologique, n'a-t-elle pas été capable, au moins depuis 1945, de traduire cette hégémonie dans un grand quotidien conservateur crédible ?

Ph. M. – Je répondrai par une analogie : pourquoi la droite française n'a-t-elle pas été capable de faire une opposition convenable ? Pourquoi trois amis au moins du président de la République sont-ils parvenus à faire racheter tout ou partie de leur entreprise par une entreprise publique sans qu'aucun des leaders de la droite ne s'exprime sur le sujet, les seuls à monter au créneau étant des *backbenchers* qui font plus ou moins figure d'électrons libres ? Pourquoi a-t-on pu voir des choses qui font reculer les frontières de l'immoralité et de la supercherie en politique sans susciter d'autres réactions que celle des mêmes électrons libres ? Je crois que dans ce pays la droite n'a pas d'autre légitimité que celle de l'exercice du pouvoir. Elle ne se sent fondée qu'à gérer les affaires, en aucun cas à dire où elle croit que sont le vrai, le bon, le juste ou l'équitable. « Sa » presse lui ressemble ? Il y a eu un petit moment de grâce avec *Le Figaro* de Brisson. Il est vite retombé. Lequel *Figaro* de Brisson était d'ailleurs un remarquable journal de reportages. Heureuse époque, quand on y pense, qui a vu coexister *Le Monde* de Beuve, le *France-Soir* de Lazareff et *Le Figaro* de Brisson, sans parler du *Combat* de Smadja ! Nulle part aujourd'hui, on ne trouverait une diversité comparable, même dans la presse anglaise. Cette parenthèse de qualité a été due, à la Libération, à la concurrence, une concurrence qui s'est vite révélée inviable. Ce qui aurait pu alors donner une presse forte, c'est la possibilité pour les quotidiens de taille à survivre, de racheter les autres, de procéder à ce que la loi interdisait, des concentrations. L'intervention de l'État au nom d'une supposée vertu, et les lois contre les concentrations en matière de presse de 1944 ont été extraordinairement négatives : elles ont abouti à réduire la diversité et donc la liberté de la presse.

Le Débat. – Comment expliquer l'absence, dans ce pays, à la différence d'autres, de la tradition d'une formation au métier de journaliste ?

Ph. M. – Longtemps la formation du journaliste s'est apparentée à celle du chien de berger : on met un jeune derrière un vieux et il apprend en courant avec lui. Ce modèle s'est raréfié avec la raréfaction des journaux. J'ai parlé des « journalistes maison » ; pour ce qui est des journalistes à diplôme de journaliste, il y a beaucoup à dire, et d'abord que l'idée d'une formation spécifique ne va pas de soi. Dans *L'Invention du journalisme en France*², Thomas Ferenczi (un normalien agrégé, non un diplômé en journalisme) cite Léon Daudet qui définissait notre métier comme l'exercice d'« un don développé par l'assiduité » et trouvait l'idée d'une école de journalistes « aussi puérile qu'une école d'orateurs, ou qu'une école de parlementaires ». Bien que l'époque ne soit pas hostile à diverses formes de puérités, il me semble que la nécessité d'un enseignement du journalisme doit toujours révoquer en doute la critique de Daudet.

Ensuite, les écoles existantes ont, jusqu'à une date récente, assez bien, parfois très bien fonctionné comme agence de placement. C'est de moins en moins vrai. Cela peut s'expliquer par la crise mais aussi par la constatation que le nombre de diplômés n'a pas été accompagné d'un relèvement du niveau professionnel et déontologique de la presse.

Les écoles que je connais – directement ou par ceux de mes anciens étudiants de Sciences-Po qui y sont passés – se sont progressivement transformées en lycées supérieurs de journalisme. L'atmosphère y est facilement infantilissante. On y enseigne beaucoup la forme et des « techniques ». On y enseigne trop peu et trop vite l'histoire du journalisme, on n'y pratique que rarement la comparaison avec la presse internationale, on n'y forme que très sommairement et abstraitement à la déontologie, on n'y acquiert pas vraiment le goût ni les méthodes de l'enquête, on n'y prépare pas à la réalité de l'exercice de notre profession ni aux difficultés que l'on y rencontre. On multiplie les cours copiés sur ceux de Sciences-Po et les exigences d'heures de présence, on y fait, de temps à autre, « jouer au journaliste », on y invite des intervenants prestigieux mais, au bout du compte, ce qui me frappe, c'est l'énorme frustration et même le désarroi des apprentis-journalistes que je rencontre. Comme on dit dans Virgile, « ils vont dans la nuit solitaire à travers les ombres, tel le chemin qu'on suit dans les bois par une lune incertaine, sous une lumière blafarde... » Malheureusement, le désarroi ou l'incertitude conduisent facilement au cynisme, du moins pour les plus fragiles.

Bref, les exceptions – j'en lis, j'en côtoie – ne doivent pas faire illusion quant aux écoles de journalisme. Il me semble, en revanche, que la formation « en cours d'emploi » qu'elles dispensent joue un rôle positif.

Le Débat. – La crise de crédibilité de la profession depuis la guerre du Golfe n'a-t-elle pas engendré des projets de remaniements de redéfinition, de nouvelle école ?

Ph. M. – Cette crise de crédibilité est presque aussi forte que celle que notre métier a connue après la guerre de 14 et elle réveille dans la mémoire collective le souvenir des autres crises de cette nature que nous avons connues. Rappelons qu'avant 1914 il y avait en France quatre quotidiens qui vendaient chacun un million d'exemplaires. Les journalistes ont tant menti sur les opérations militaires et sur la vie au front que leurs journaux ne s'en sont jamais remis. C'est d'ailleurs en 1918 que des confrères se sont rassemblés pour rédiger et adopter une charte, texte exigeant, clair et bien écrit, complété en 1945 et repris pour l'essentiel en 1971 dans la charte de Munich signée par

2. Paris, Plon, 1993.

Philippe Meyer
 Une presse en quête
 d'avenir

l'essentiel des syndicats de journalistes européens et notamment par tous les syndicats français. En voici le texte.

PRÉAMBULE

Le droit à l'information, à la libre expression et à la critique est une des libertés fondamentales de tout être humain.

De ce droit du public à connaître les faits et les opinions procède l'ensemble des devoirs et des droits des journalistes. La responsabilité des journalistes vis-à-vis du public prime toute autre responsabilité, en particulier à l'égard de leurs employeurs et des pouvoirs publics.

La mission d'information comporte nécessairement des limites que les journalistes eux-mêmes s'imposent spontanément. Tel est l'objet de la déclaration des devoirs formulée ici.

Mais ces devoirs ne peuvent être effectivement respectés dans l'exercice de la profession de journaliste que si les conditions concrètes de l'indépendance et de la dignité professionnelle sont réalisées. Tel est l'objet de la déclaration des droits qui suit :

DÉCLARATION DES DEVOIRS

Les devoirs essentiels du journaliste dans la recherche, la rédaction et le commentaire des événements sont :

1 – Respecter la vérité qu'elles qu'en puissent être les conséquences pour lui-même, et ce, en raison du droit que le public a de connaître la vérité.

2 – Défendre la liberté de l'information, des commentaires, et de la critique.

3 – Publier seulement les informations dont l'origine est connue, ou – dans le cas contraire – les accompagner des réserves nécessaires ; ne pas supprimer les informations essentielles et ne pas altérer les textes et les documents.

4 – Ne pas user de méthodes déloyales pour obtenir des informations, des photographies et des documents.

5 – S'obliger à respecter la vie privée des personnes.

6 – Rectifier toute information publiée et qui se révèle inexacte.

7 – Observer le secret professionnel et ne pas divulguer la source des informations obtenues confidentiellement.

8 – S'interdire le plagiat, la calomnie, la diffamation et les accusations sans fondement, ainsi que de recevoir un quelconque avantage en raison de la publication ou de la suppression d'une information.

9 – Ne jamais confondre le métier de journaliste avec celui du publicitaire ou du propagandiste, et n'accepter aucune consigne, directe ou indirecte des annonceurs.

10 – Refuser toute pression et n'accepter de directives rédactionnelles que de la part des responsables de la rédaction.

Tout journaliste digne de ce nom se fait un devoir d'observer strictement les principes énoncés ci-dessus : reconnaissant le droit en vigueur dans chaque pays, le journaliste n'accepte, en matière professionnelle, que la juridiction de ses pairs, à l'exclusion de toute ingérence gouvernementale ou autre.

DÉCLARATION DES DROITS

1 – Les journalistes revendiquent le libre accès à toutes les sources d'information et le droit d'enquêter librement sur tous les faits qui conditionnent la vie publique. Le secret des affaires publiques ou privées ne peut en ce cas être opposé au journaliste que par exception et en vertu de motifs clairement exprimés.

2 – Le journaliste a le droit de refuser toute subordination qui serait contraire à la ligne générale de l'organe d'information où il collabore telle qu'elle est déterminée par écrit et figurant dans le contrat d'engagement, de même que toute subordination qui ne serait pas clairement impliquée par cette ligne générale.

3 – Le journaliste ne peut être contraint à accomplir un acte professionnel ou à exprimer une opinion qui serait contraire à sa conviction ou à sa conscience.

4 – L'équipe rédactionnelle doit être obligatoirement informée de toute décision importante de nature à affecter la vie de l'entreprise. Elle doit être au moins consultée avant décision définitive, sur toute mesure intéressant la composition de la rédaction : embauche, licenciement, mutation et promotion de journalistes.

5 – En considération de sa fonction et de ses responsabilités, le journaliste a droit, non seulement au bénéfice des conventions collectives mais aussi à un contrat personnel assurant la sécurité matérielle et morale de son travail, ainsi qu'à une rémunération correspondant au rôle social qui est le sien et suffisante pour garantir son indépendance économique.

C'est à ce texte que se réfèrent aujourd'hui un certain nombre de journalistes pour réclamer par exemple que tous les organes d'information se dotent librement d'un *ombudsman*, d'un médiateur, institution empruntée à certains journaux anglo-saxons, juge de paix de l'impartialité et protecteur des lecteurs contre l'arbitraire journalistique. Cela dit, il n'y a guère de lieu qui rassemble les journalistes qui ont ce souci, si je mets à part « Reporters sans frontières », qui joue un rôle positif et courageux. Et l'idée du médiateur ne rencontre qu'un succès d'estime. Apparemment aucun patron de presse, aucun directeur de journal n'est prêt à partager un pouvoir déontologique... que, dans la plupart des cas, il n'exerce pas. On dirait parfois que le mieux que l'on puisse obtenir d'un journal ou d'une télévision, s'il a dit à tort que Pierre avait étranglé une petite fille, c'est qu'il dise que Paul a étranglé un petit garçon, ce qui n'est pas vrai non plus, mais, comme Pierre et Paul appartiennent à des camps opposés, on estimera que l'équilibre a été rétabli. Je pense souvent à cette phrase du syndic de la publicité dans *La Folle de Chaillot* : « Ah, ne me demandez pas de me départir de ma traditionnelle impartialité entre le faux et le réel ! »

Le Débat. – Comment expliquer en même temps le poids social et la prégnance politique, la capacité de se subordonner les hommes politiques jusque dans le contenu de leurs discours, de cette machine à la fois vide et folle ?

Ph. M. – Ce phénomène se développe dans le cadre de la transformation du journalisme en courtage de notoriété que j'ai signalée tout à l'heure. Cette transformation est presque achevée pour la télévision. Ailleurs, elle guette du terrain.

À partir du moment où l'information n'est pas un but mais une simple éventualité, à partir du moment où le problème n'est pas de savoir si un fait est avéré, mais quel effet il va produire, il est au plus haut point important pour tous ceux qui vivent d'effets de notoriété de s'assurer les bonnes grâces de cette mécanique incontrôlable. Ajoutez à cela que si l'ego des hommes politiques n'est pas simple et si la paranoïa les guette constamment, l'ego des journalistes est devenu, la télévision aidant, un abîme de complexités. Beaucoup des plus puissants d'entre eux savent que leur puissance,

comme d'ailleurs leur notoriété, n'a pas de légitimité. Elle n'est due qu'à la fréquence de leurs apparitions ; pas à leur travail ni à leurs connaissances ni à leur savoir-faire, ou alors c'est un savoir-faire qui tient du spectacle, pas de la production de l'information ou des idées. Ils ressentent ce décalage et sont psychologiquement fragiles, agressifs, aussi imperméables à la critique que feu Ceașescu. En même temps, ils adoptent parfois des comportements suicidaires, comme pour mettre un terme à cette imposture dont ils savent bien qu'ils ne sont que les jouets et non les acteurs. Et puis il faut bien dire que la presse souffre d'une crise de direction et que, donc, on peut y faire à peu près n'importe quoi sans risque, comme si la légitimité du patron d'une rédaction tenait à sa capacité à couvrir les fautes professionnelles plutôt qu'à les empêcher ou à les cautionner.

Plus la machine est aberrante, plus elle fonctionne dans l'anomie. Mais bien qu'elle n'ait plus de règles, il faut en passer par elle.

Vous remarquerez que cette dépendance est beaucoup moins vraie dans le domaine économique. François Michelin n'a pas besoin des journalistes. Son entreprise fait ses preuves ailleurs. Quand un patron arrive devant ses actionnaires, ceux-ci ne lui demandent pas s'il s'est montré dans *Paris-Match*, mais quels sont ses résultats. Le poids de l'État dans le système économique français oblige évidemment à apporter tout de suite des correctifs. Les chefs d'entreprises nationales, soumis à nomination par le président de la République ont de fortes propensions à travailler la presse pour que leurs moindres succès, pour ne parler de leurs échecs flagrants, se voient moins que leurs victoires ! Mais il demeure au bout du compte un principe de réalité dans l'économie qui ne se trouve pas dans la politique.

Le Débat. – Que peut-on imaginer comme solutions ou, du moins, comme voies vers des solutions dans cette situation ?

Ph. M. – La première chose à faire, ce serait de cesser de pratiquer le petit jeu qui consiste à se confesser *et* à se donner l'absolution, petit jeu qui a donné lieu à une profusion d'ouvrages biaisés. Tout catholique sait que la confession n'est pas valable si elle ne s'accompagne pas du ferme propos de ne pas recommencer, et que l'on ne peut pas se donner l'absolution à soi-même. On doit l'obtenir d'un autre. Enfin il n'y a pas d'absolution sans pénitence...

Cela posé, que ceux qui se reconnaissent dans l'idéal professionnel exprimé par la charte de Munich se rencontrent et s'entraident à le faire respecter, notamment en obtenant la création de ces *ombudsmen*. Et que les réflexions déontologiques ne masquent pas que l'une des grandes faiblesses de la presse française, écrite ou électronique, c'est l'insuffisant niveau de compétence de ceux qui la font. Certains débats sur la presse me font parfois penser à des discussions sur la meilleure manière d'accommoder le gigot dans un pays où il n'y a ni agneau ni mouton.

Il serait bon aussi que les directeurs de rédaction et les rédacteurs en chef prennent et leurs responsabilités et la mesure de leurs responsabilités. Ils ne peuvent pas, comme ils le font si souvent, se contenter de lever les bras au ciel lorsqu'on leur met sous le nez les erreurs et les sottises qui se diffusent ou se publient sous leur responsabilité ou les règlements de compte auxquels se livrent leurs journalistes. On ne peut pas diriger un journal et dire – je l'ai entendu : « Dans cette rubrique, nous savons qu'il y a 70 % d'erreurs. » On ne peut pas laisser des journalistes se conduire en propriétaires de leur rubrique. On ne peut pas laisser faire un ou une journaliste qui se vante de ne pas lire les ouvrages des auteurs qu'il ou qu'elle interviewe « pour ne pas entrer dans leur jeu » (ce que j'ai entendu proclamer et ce qui m'a donné une sorte de vertige quant à la capacité de certains à transformer un sujet de honte en motif de fierté). On ne peut pas laisser publier un article « simplement

Robert Bonnaud
La rigueur
de l'approximation

Des faits de sphère II (le mouvement des idées, l'action innovatrice). La sphère I (la haute pensée, l'invention), dont je ne traite presque jamais, cher P.V.-N., avance ou retarde, ses changements qualitatifs et quantitatifs ne coïncident qu'en partie avec ceux de la sphère II et ceux de la sphère III (les mentalités, l'activité). Polybe et Lucrèce appartiennent évidemment à la sphère de la haute pensée. Ils ne sont pas représentatifs des mutations idéologiques, de la sphère II. Pas plus que les grands historiens et philosophes de la Chine d'alors. Dans la sphère II, le tournant chinois de - 220 environ, de - 270/50, est lui aussi un tournant moraliste, individualiste et surnaturaliste. Quand Jacques Gernet décrit la réapparition, à partir de l'époque du Premier Empereur, de comportements mystiques disparus ou dissimulés depuis la fin du - VI^e siècle (le tournant rationaliste le plus important avec les Temps modernes), quand Léon Vandermeersch décrit le résultat du mouvement au I^{er} siècle, la transformation de l'esprit chinois, qui de cosmologique devient théologique et métaphysique, faut-il se boucher les yeux et les oreilles, nier les ressemblances, les concordances mondiales, pour ne point offenser le « bon sens », et l'isolationnisme sourcilieux des spécialistes ?

Sur tous ces points et, en particulier, sur le dernier (le tournant religieux mondial de - 220, de - 270/50 : il va d'Asoka à saint Paul), ce n'est pas un ou deux noms de spécialistes que j'ai à ta disposition, mais des dizaines. Je ne prétends pas en savoir autant qu'eux. J'ai le mérite de me souvenir de leurs analyses, même s'ils les ont oubliées. J'ai l'audace de désenclaver les territoires, de mettre en communication des ghettos érudits qui ordinairement s'ignorent. Je réunis Rome aux Chinois, aux Indiens, aux Amérindiens... Je brouille les cartes. Quel crime !

Voltaire, que tu brocardes gentiment (il est le créateur de la « philosophie de l'histoire »), en savait moins en mathématiques qu'un mathématicien, et en droit romain qu'un romaniste. Mais pour l'histoire de l'humanité, de l'humanité vraie, pas seulement occidentale, il avait peu de rivaux. Cela me fait penser à Wegener, partisan d'une étude globale, unifiée, des phénomènes terrestres, et que ses adversaires considéraient toujours comme un spécialiste d'une autre discipline que la leur, ou comme un simple explorateur, afin d'écartier sans examen ses hypothèses et ses preuves, ou de les ridiculiser. La « dérive des continents », devenue « tectonique des plaques », s'est imposée au bout de cinquante ans. C'est beaucoup.

Dans l'état actuel de ma renommée et de la diffusion de mes livres, l'égo-histoire et la biographie ne s'imposent pas, le réquisitoire frappe dans le vide. Mais un bon avocat serait précieux, s'il acceptait un instant l'hypothèse que tout ne se passe pas dans ma tête, et que mes lectures hétéroclites, mes ambitions démesurées, mes tendances anciennes à la loufoquerie, mes présupposés idéologiques et mes préjugés de classe ne suffisent pas à expliquer mes élaborations théoriques (les vraies, celles d'après 1965), que certaines d'entre elles au moins méritent d'être observées de près, sans trop de condescendance.

Un avocat s'il te plaît !

Robert Bonnaud.

Le religieux dans **Le débat**

- Numéro **59** Y a-t-il un retour du religieux ? *Alain Dieckhoff, Danièle Hervieu-Léger, Gilles Kepel, Krzysztof Pomian* : table ronde
Giordana Charuty : Les liturgies du malheur. Le souci thérapeutique des chrétiens charismatiques
Yves Lambert : Vers un « monothéisme des valeurs » ?
Marie-Élisabeth Ducreux : Entre catholicisme et protestantisme : l'identité tchèque
- Numéro **66** *Léon Vandermeersch* : Le nouveau confusianisme
Georges Nivat : Déroute de l'utopique et retour au religieux en U.R.S.S aujourd'hui
Pierre Legendre : Qu'est-ce donc que la religion ?

L'opinion et l'information dans **Le débat**

- Numéro **24** *Claude Julien* : Les problèmes du *Monde*
- Numéro **26** *Jean-Louis Servan-Schreiber* : Le paradoxe du *Monde*
Guy Lorant : Presse : sclérose et corporatisme
- Numéro **39** De quoi la presse française est-elle malade ?
Entretien avec *Jean-François Revel*
Yves Sabouret : Forces et faiblesses de la presse écrite en France
Jean-Louis Servan-Schreiber : Commentaire à l'article d'Yves Sabouret
- Numéro **60** Quels contre-pouvoirs au quatrième pouvoir ? *Laurent Cohen-Tanugi, André Fontaine, Georges Kiejman, Jean-Louis Servan-Schreiber, Dominique Wolton*
Jean Daniel : Vous avez dit « communication » ?
Jean-Claude Guillebaud : Les médias contre le journalisme
Philippe Meyer : Confiture d'observations à propos de la télévision française
- Numéro **66** *Gérard Grunberg* : Les ennemis de l'opinion. L'opinion publique, les politologues et le suffrage universel
Monique Dagnaud : Gouverner sous le feu des médias
Jean-Claude Guillebaud : Crise des médias ou crise de la démocratie ?
Information : une victoire-problème. Entretien avec *Dominique Wolton*